

Unité départementale de la Loire-Atlantique
5, rue Françoise Giroud
CS 16326
44036 NANTES Cedex 2

NANTES, le 26/02/2024

Rapport de l'Inspection des installations classées

Visite d'inspection du 01/02/2024

Contexte et constats

Publié sur  **GÉORISQUES**

KUHN - HUARD

2 rue du Québec
Zone Horizon
44110 Châteaubriant

Références : N6-2024-0196

Code AIOT : 0006301454

1) Contexte

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 01/02/2024 dans l'établissement KUHN - HUARD implanté 2 rue du Québec Zone Horizon 44110 Châteaubriant. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site internet Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

La visite intervient principalement dans le cadre des suites de la précédente inspection de juin 2022 et de l'arrêté de mise en demeure du 11 août 2022.

Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :

- KUHN - HUARD
- 2 rue du Québec Zone Horizon 44110 Châteaubriant
- Code AIOT : 0006301454
- Régime : Enregistrement
- Statut Seveso : Non Seveso
- IED : Non

KUHN HUARD, appartenant au groupe BUCHER, est spécialisé dans le développement, la commercialisation et la production de machines agricoles dédiées au labour, au déchaumage et au semi. Le site implanté sur 17,5 hectares emploie environ 500 personnes.

Contexte de l'inspection :

- Suite à mise en demeure

2) Constats

2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
 - ◆ le constat établi par l'inspection des installations classées ;
 - ◆ les observations éventuelles ;
 - ◆ le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
 - ◆ le cas échéant la proposition de suites de l'inspection des installations classées à Monsieur le Préfet ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension,...

Il existe trois types de suites :

- « Faits sans suite administrative » ;
- « Faits avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet des suites graduées et proportionnées avec :
 - ◆ soit la demande de justificatifs et/ou d'actions correctives à l'exploitant (afin de se conformer à la prescription) ;
 - ◆ soit conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement des suites (mise en demeure) ou des sanctions administratives ;
- « Faits conduisant à une prescription inadaptée ou obsolète » : dans ce cas, une analyse approfondie sera menée *a posteriori* du contrôle puis éventuellement une modification de la rédaction de la prescription par voie d'arrêté préfectoral pourra être proposée."

2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

Les fiches de constats suivantes font l'objet d'une proposition de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Proposition de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente</u> inspection ⁽¹⁾	Proposition de délais
1	Dossier de régularisation de modifications	AP de Mise en Demeure du 11/08/2022, article 1	Prescriptions complémentaires, Demande de justificatif à l'exploitant, Levée de mise en demeure	30 jours

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Proposition de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente inspection</u> ⁽¹⁾	Proposition de délais
2	Mode d'approvisionnement en eau	Arrêté Préfectoral du 14/06/2014, article 4.1.1.	Prescriptions complémentaires	30 jours
7	Suite de constat de l'inspection 2022 - COV	Arrêté Préfectoral du 12/06/2014, article 3.3.4.	Demande de justificatif à l'exploitant	30 jours
9	Réserve d'eau pour la lutte contre l'incendie	Arrêté Préfectoral du 12/06/2014, article 7.5.3.	Demande de justificatif à l'exploitant, Prescriptions complémentaires	30 jours
10	Suite de constat de l'inspection 2022 - Risque foudre	Arrêté Préfectoral du 12/06/2014, article 7.2.7.	Prescriptions complémentaires	30 jours
11	Bilan annuel légionelles	Arrêté Ministériel du 14/12/2013, article 3.7. de l'annexe I	Demande de justificatif à l'exploitant	30 jours
12	Incident du 12/04/2023	Arrêté Préfectoral du 14/06/2014, article 2.3.1.	Demande de justificatif à l'exploitant	30 jours

(1) s'applique à compter de la date de la notification de l'acte ou de la date de la lettre de suite préfectorale

Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Autre information
3	Confinement des eaux d'extinction	AP de Mise en Demeure du 11/08/2022, article 1	Levée de mise en demeure
4	Mesures sur les rejets d'eaux résiduaires	AP de Mise en Demeure du 11/08/2022, article 1	Levée de mise en demeure
5	Vérification complète de la chaîne d'autosurveillance des rejets aqueux	AP de Mise en Demeure du 11/08/2022, article 1	Levée de mise en demeure
6	Projet d'extension	Code de l'environnement du 01/01/2024, article R.181-46	Sans objet
8	Suite de constat de l'inspection 2022 - Ouvrages de rejet à l'atmosphère	Arrêté Ministériel du 30/06/1997, article 6.1.	Sans objet
13	Consommation d'eau - Dispositions applicables en période de sécheresse	Arrêté Préfectoral du 12/06/2014, article 2.1.1.	Sans objet

2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

Il est attendu plusieurs compléments dans le cadre de la procédure de régularisation des modifications réalisées sur le site.

Sur la base des constats effectués, l'inspection des installations classées propose la levée de l'arrêté de mise en demeure du 11 août 2022.

2-4) Fiches de constats

N°1 : Dossier de régularisation de modifications

Référence réglementaire : AP de Mise en Demeure du 11/08/2022, article 1
Thème(s) : Situation administrative, Porter à connaissance au titre des articles L.181-14 et R.181-46
Prescription contrôlée : La société KUHN-HUARD exploitant une installation de fabrication de charrues, déchaumeurs et semoirs sise ZI Les Forges -Rue du Québec - 44110 CHATEAUBRIANT est mise en demeure : - de déposer dans un délai de 4 mois à compter de la notification du présent arrêté un dossier de modifications en application du R.181-46 du code de l'environnement ; [...]
Constats : Le dossier de porter à connaissance a été reçu par mail le 21/11/22. Une demande de compléments du 10/03/2023 a été formulée par l'inspection des installations classées. Ce point de la mise en demeure peut donc faire l'objet d'une proposition de levée. L'exploitant a remis des compléments lors de l'inspection et par courriers du 19/01/2024. Suite à l'examen de ces compléments, il reste en attente les éléments suivants : - Éléments relatifs à la cessation de l'activité soumise à déclaration au titre de la rubrique n°2564 (déroulement de l'activité, lieux d'exercice/stockage, nature des revêtements de sols au droit de l'activité, risque de dispersion de produits, éventuels incidents relevés, ...) ; - Débits des différents poteaux incendie, lorsqu'ils seront disponibles ; - Analyse de conformité aux arrêtés ministériels applicables, avec les éléments précisés dans le courrier du 10/03/2023 ; - Éléments d'appréciation des impacts et mesures de maîtrise des risques chroniques et accidentels induits par les modifications engagées (extensions de bâtiments, augmentation du volume de l'activité peinture, ...). Par ailleurs, deux des courriers du 19/01/2024 informent de nouvelles modifications : 1- Situation administrative rubrique 2560 de la nomenclature : la capacité demandée de 3 458 kW contre 3 436 kW autorisés ; ce point pourra être repris dans la proposition d'arrêté préfectoral complémentaire à l'issue de l'instruction du porter à connaissance, en considérant que l'exploitant a justifié que les deux machines de 1000 kW actuellement présentes temporairement ne peuvent fonctionner simultanément, la nouvelle machine étant en réglage dans le but de remplacer l'ancienne au même emplacement. 2- Le volume d'approvisionnement en eau par le réseau AEP a dépassé le volume autorisé (7 018 m ³ prélevés en 2023 contre 4 000 autorisés par arrêté préfectoral). Ce point est traité au point de contrôle suivant et nécessite également des compléments.
Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat : Au vu des éléments transmis, il est proposé au préfet de levée de mise en demeure : cependant, l'exploitant doit transmettre à court terme les compléments attendus récapitulés ci-dessus, afin d'aboutir à la régularisation des modifications réalisées sur les installations.
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Prescriptions complémentaires, Demande de justificatif à l'exploitant, Levée de mise en demeure
Proposition de délais : 30 jours

N°2 : Mode d'approvisionnement en eau

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 14/06/2014, article 4.1.1.

Thème(s) : Risques chroniques, Basculement sur le réseau AEP

Prescription contrôlée :

Article 4.1.1. Origine des approvisionnements en eau

Les prélèvements d'eau dans le milieu qui ne s'avèrent pas liés à la lutte contre un incendie ou aux exercices de secours, sont limités aux quantités suivantes

Origine de la ressource	Prélèvement maximal annuel (m ³)
Réseau public	4 000 m ³
Forage	4 700 m ³
Puits*	500 m ³

* puits utilisé uniquement en cas d'insuffisance du forage

Constats :

Comme indiqué au point précédent, dans son courrier d'information du préfet du 19/01/2024, l'exploitant demande à basculer son volume d'approvisionnement en eau autorisé sur le réseau AEP uniquement.

En 2023, 7018 m³ ont été prélevés sur le réseau AEP exclusivement, contre 4 000 m³ autorisés pour cette origine.

Il a précisé que depuis environ 2 ans le puits et le forage ne sont plus utilisables car envasés, et il n'est pas envisagé la remise en état de ces ouvrages.

Il s'agit d'une non-conformité à l'arrêté préfectoral ; cette demande aurait dû être formulée lors du constat de dysfonctionnement du puits/forage. Il est rappelé que les approvisionnements en forage et réseau AEP ne sont pas nécessairement effectués dans la même masse d'eau et la masse d'eau prélevée peut être plus ou moins sous tension, notamment en période de sécheresse.

L'exploitant a transmis en complément par courrier du 5 février 2024 sa demande officielle sur ce point en apportant des précisions associées.

Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :

Ce point sera traité dans le cadre de l'instruction du porter à connaissance visé au premier constat.

Type de suites proposées : Avec suites

Proposition de suites : Prescriptions complémentaires

Proposition de délais : 30 jours

N°3 : Confinement des eaux d'extinction

Référence réglementaire : AP de Mise en Demeure du 11/08/2022, article 1
Thème(s) : Risques accidentels, Mise en conformité du bassin de confinement des eaux d'extinction
Prescription contrôlée : La société KUHN-HUARD exploitant une installation de fabrication de charrues, déchaumeurs et semoirs sise ZI Les Forges -Rue du Québec - 44110 CHATEAUBRIANT est mise en demeure : [...] - de respecter les dispositions de l'article 7.5.5. de l'arrêté préfectoral du 12 juin 2014 dans un délai de 3 mois à compter de la notification du présent arrêté en mettant en conformité le bassin de confinement des eaux ; [...]
Constats : Dans le cadre des suites de la mise en demeure, l'exploitant a fourni les plans et schémas du nouveau bassin de confinement et d'orage par message électronique du 20/01/2023. Il a pu être constaté la réalisation effective de ce nouveau bassin, son étanchéification par bâche, l'existence des trois vannes permettant l'entrée/sortie des eaux ; l'exploitant a également désigné l'emplacement du séparateur hydrocarbures en lien avec l'ouvrage de rejet des eaux pluviales. Ses dimensions n'ont pas été vérifiées mais paraissent cohérentes avec le descriptif fourni. Le jour de l'inspection, le bassin était vide et le volume intégralement disponible pour la récupération des eaux d'un éventuel sinistre. L'exploitant n'a pas été en mesure de présenter des consignes formalisées pour la mise en œuvre de ce dispositif de confinement. Il a toutefois affiché les modalités d'actionnement de la vanne de sortie du bassin. Il a indiqué que ce sont les chefs d'atelier ou de pôle présents qui doivent actionner cette vanne, le service HSE étant en charge de l'actionnement des deux autres. Le chef d'atelier montage charrues sollicité a pu actionner la vanne, permettant d'isoler le site de l'extérieur en cas d'incendie. Après l'inspection, l'exploitant a transmis par courrier du 7 février 2024 la procédure d'utilisation du dispositif de confinement des eaux polluées en cas de sinistre sur le site et précisé son organisation pour la mise en œuvre de ces consignes en cas de sinistre. Il peut donc être proposé la levée de la mise en demeure pour ce point.
Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat : Pour mémoire, il est rappelé les dispositions de l'article 7.5.5. de l'arrêté préfectoral du site qui exige : "Les réseaux d'assainissement susceptibles de recueillir l'ensemble des eaux polluées lors d'un accident ou d'un incendie (y compris les eaux d'extinction) sont raccordés à un bassin de confinement étanche aux produits collectés d'une capacité minimum de 900 m3. Les eaux pluviales susceptibles d'être polluées par lessivage des toitures, sols, aires de stockage sont collectées dans le même bassin. Il est maintenu en temps normal au niveau permettant une pleine capacité d'utilisation. Les organes de commande nécessaires à sa mise en service sont actionnables en toutes circonstances." Il est rappelé que l'organisation mise en place (procédures, consignes, formation du personnel...) doit permettre de garantir le respect de ces dispositions.
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Levée de mise en demeure

N°4 : Mesures sur les rejets d'eaux résiduaires

Référence réglementaire : AP de Mise en Demeure du 11/08/2022, article 1
Thème(s) : Risques chroniques, Mesures mensuelles de débit, pH et DCO
Prescription contrôlée : La société KUHN-HUARD exploitant une installation de fabrication de charrues, déchaumeurs et semoirs sise ZI Les Forges -Rue du Québec - 44110 CHATEAUBRIANT est mise en demeure : [...] - de respecter les dispositions des articles 4.3.8 et 9.2.4 de l'arrêté préfectoral du 12 juin 2014 dans un délai de 4 mois à compter de la notification du présent arrêté en faisant réaliser au moins deux mesures mensuelles consécutives de débit, pH et analyse de DCO sur les rejets d'eaux résiduaires des installations visées par l'arrêté préfectoral encadrant les activités du site ; [...]
Constats : Sur ce point ont été transmis en réponse 3 rapports INOVALYS du 01/09/22, 27/10/22 et 08/11/22 avec relevé de compteur d'eau, analyses du pH et de la DCO. Un rapport "contradictoire" APAVE d'intervention du 07/11/2022 pour prélèvements et analyses sur rejets d'eaux pluviales et eaux résiduaires a également été présenté. Dans le dossier de porter à connaissance de novembre 2022 il est également mentionné le remplacement du compteur, avec justificatif de changement effectif fourni en complément le 26/04/2023. Lors de l'inspection, l'exploitant a présenté les trois derniers bulletins de mesure de débit, pH et DCO de novembre, décembre 2023 et janvier 2024, permettant de vérifier le respect des valeurs limites. Il peut être proposé la levée de la mise en demeure sur ce point.
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Levée de mise en demeure

N°5 : Vérification complète de la chaîne d'autosurveillance des rejets aqueux

Référence réglementaire : AP de Mise en Demeure du 11/08/2022, article 1
Thème(s) : Risques chroniques, Rapport de vérification
Prescription contrôlée : La société KUHN-HUARD exploitant une installation de fabrication de charrues, déchaumeurs et semoirs sise ZI Les Forges -Rue du Québec - 44110 CHATEAUBRIANT est mise en demeure : [...] - de respecter les dispositions de l'article 9.1.3. de l'arrêté préfectoral du 12 juin 2014 dans un délai de 3 mois à compter de la notification du présent arrêté en fournissant un rapport de vérification complète de la chaîne de mesure d'autosurveillance eau des rejets des installations visées par l'arrêté préfectoral encadrant les activités du site ;
Constats : Les éléments attendus ont été apportés au point 7.3. du porter à connaissance de novembre 2022. Concernant les prélèvements effectués sur les rejets d'eaux industrielles du site, les prélèvements étaient initialement ponctuels. Il a été signalé à l'exploitant que le "Guide de mise en œuvre relatif aux opérations d'échantillonnage et d'analyse de substances dans les rejets aqueux des ICPE" disponible à l'adresse suivante : https://aida.ineris.fr/guides/eau-icpe précise au point 2.1.3.b - Rejet ponctuel ou discontinu : "Pour les rejets ponctuels ou discontinus qui sont collectés, dans des bâchées, des bassins ou des cuves, avant d'être déversés vers le milieu récepteur, vers un réseau d'assainissement ou autre, l'échantillonnage devra être réalisé :

- De façon automatique à température contrôlée proportionnel au temps de fonctionnement de la pompe de vidange ou d'ouverture de la vanne de rejet, si la sortie est aménagée pour accueillir dans les bonnes conditions d'installation l'échantillonneur. Afin d'obtenir un échantillon moyen représentatif, plusieurs prises d'échantillons devront être collectées (a minima 5 échantillons) à un pas de temps couvrant la durée de vidange de la bâchée ou du bassin. La mesure du volume déversé devra être enregistrée ;

- De façon ponctuelle pendant toute la durée de la vidange, si la sortie ne permet pas d'installer un échantillonneur automatique selon les bonnes pratiques, ou si le temps de vidange est de courte durée (30 minutes à 3 heures). Il conviendra de réaliser plusieurs prises d'échantillons réparties sur la durée de vidange (a minima 5 échantillons)."

L'exploitant a mis en œuvre, via son prestataire en charge des prélèvements, 5 ou 6 prélèvements durant la vidange de l'installation qui dure entre 25 et 30 minutes afin de constituer un échantillon moyen représentatif, ce point étant mentionné sur les résultats d'analyse.

Il peut être proposé la levée de la mise en demeure sur ce point.

Type de suites proposées : Sans suite

Proposition de suites : Levée de mise en demeure

N°6 : Projet d'extension

Référence réglementaire : Code de l'environnement, article R.181-46

Thème(s) : Situation administrative, Etudes et autorisations préalables

Prescription contrôlée :

Article R181-46

I. – Est regardée comme substantielle, au sens de l'article L. 181-14, la modification apportée à des activités, installations, ouvrages et travaux soumis à autorisation environnementale qui :

1° En constitue une extension devant faire l'objet d'une nouvelle évaluation environnementale en application du II de l'article R. 122-2 ;

2° Ou atteint des seuils quantitatifs et des critères fixés par arrêté du ministre chargé de l'environnement ;

3° Ou est de nature à entraîner des dangers et inconvénients significatifs pour les intérêts mentionnés à l'article L. 181-3.

La délivrance d'une nouvelle autorisation environnementale est soumise aux mêmes formalités que l'autorisation initiale.

II. – Toute autre modification notable apportée aux activités, installations, ouvrages et travaux autorisés, à leurs modalités d'exploitation ou de mise en œuvre ainsi qu'aux autres équipements, installations et activités mentionnés au dernier alinéa de l'article L. 181-1 inclus dans l'autorisation doit être portée à la connaissance du préfet, avant sa réalisation, par le bénéficiaire de l'autorisation avec tous les éléments d'appréciation.

Constats :

L'inspection des installations classées a signalé à l'exploitant par courrier du 10/03/2023 :

"Enfin, bien que non intégré au dossier de porter à connaissance cité en objet, vous avez un projet d'extension du site sur une surface de 10 hectares en majorité de l'autre côté de la voie verte longeant le site avec le réaménagement de certains secteurs du site actuel, et l'aménagement sur la surface d'extension de zones de stockage de produits, d'une aire de démonstration avec un bâtiment d'accueil de 500 m², et d'un bâtiment d'expédition de 2000 m².

Nous vous rappelons qu'il sera nécessaire d'anticiper sur les procédures environnementales à engager dans ce cadre, afin que vous puissiez disposer de toutes les autorisations prévues par la réglementation avant d'engager tout travaux. Ainsi, un positionnement en amont sur la situation de ce projet vis-à-vis des nomenclatures IOTA, ICPE et R.122-2 du code de l'environnement (évaluation environnementale – étude d'impact) sera nécessaire, de même que des études environnementales préalables relatives à la recherche d'éventuelles zones humides, et aux enjeux en termes de biodiversité (potentialités écologiques, habitats et espèces floristiques et faunistiques protégés...)." **Par courriers du 19 janvier 2024, l'exploitant a informé de :**

- l'acquisition de 5 parcelles couvrant une superficie de 9,3 hectares à proximité du site existant, dans la perspective d'une extension, projetée au second semestre 2024, comprenant 34 840 m² de surfaces imperméabilisées ;
- la réalisation de deux ponts dans l'emprise SNCF de la voie verte longeant le site, pour relier ce dernier aux nouvelles parcelles, les travaux de construction de ces ouvrages d'art devant débuter dès le mois de février 2024 ;
- la réalisation en cours de diagnostics zones humides, faune-flore 4 saisons.

Il a été rappelé que les dispositions de l'article L.122-1-III. du code de l'environnement s'appliquent : « Lorsqu'un projet est constitué de plusieurs travaux, installations, ouvrages ou autres interventions dans le milieu naturel ou le paysage, il doit être appréhendé dans son ensemble, y compris en cas de fractionnement dans le temps et dans l'espace et en cas de multiplicité de maîtres d'ouvrage, afin que ses incidences sur l'environnement soient évaluées dans leur globalité. ».

L'exploitant a indiqué souhaiter un retour rapide sur les possibilités d'engager à court terme les travaux pour la réalisation des ouvrages d'art.

Une communication a été faite à l'exploitant pour préciser les éléments et démarches attendus dans le cadre de ce projet d'extension.

Type de suites proposées : Sans suite

N°7 : Suite de constat de l'inspection 2022 - COV

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 12/06/2014, article 3.3.4.

Thème(s) : Risques chroniques, COV annexe III de l'arrêté du 02/02/1998 et COV CMR

Prescription contrôlée :

Constats de l'inspection du 10/06/2022 :

Lors de l'inspection l'exploitant a indiqué avoir identifié l'utilisation de trois produits contenant une substance COV à mention de danger H351 Susceptible de provoquer le cancer (CMR) à partir du 17/12/2022 (règlement délégué 2021/849 de la commission du 11 mars 2021 venant modifier le règlement CLP). Cette substance est le 4-METHYLPENTAN-2-ONE [CAS 108-10-01]. Il indique que leur fournisseur étudie sa substitution.

Il précise que toute introduction de nouveau produit sur le site passe par le service HSSE qui analyse et collecte les FDS. Un projet de gestion informatique des FDS est en cours d'étude.

Observations : L'exploitant devra préciser dans les futures versions de ses Plans de Gestion de Solvants la présence de COV CMR ou visés en annexe III de l'arrêté du 2 février 1998 et les identifier.

Il devra préciser l'issue de la démarche de substitution du COV futur CMR identifié.

Constats :

Le plan d'actions du courrier de réponse du 13/07/2022 et le courrier électronique de l'exploitant du 20/01/23 mentionnent :

" demande en cours près du fournisseur pour modifier les compositions.

En cas d'impossibilité de substitution, demande en cours auprès de l'APAVE pour réaliser une analyse spécifique sur la concentration de la substance [CAS 108-10-01] avec identification de la Valeur Limite d'Emission (20 mg/Nm³) et la conformité ou non. Une analyse est programmée par l'APAVE courant premier trimestre 2023 avec la recherche de concentration de la substance [CAS 108-10-01] avec identification de la Valeur Limite d'Emission (20 mg/Nm³) et la conformité ou non. Le fabricant n'a pas aujourd'hui réussi à substituer le produit."

Pour mémoire l'article 3.3.4. de l'arrêté préfectoral de 2014 indique : "Pour les émissions de composés organiques volatils halogénés auxquels sont attribuées les mentions de danger H341 ou H351 ou les phrases de risque R40 ou R68, une valeur limite d'émission de 20 mg/m3 est imposée si le flux horaire maximal de l'ensemble de l'installation est supérieur ou égal à 100 g/h. La valeur limite d'émission ci-dessus se rapporte à la somme massique des différents composés"

Le dernier PGS disponible (2022 transmis en mai 2023) ne fait pas mention des COV CMR.

L'exploitant précise qu'il utilise trois produits contenant le 4-METHYLPENTAN-2-ONE et comportant la mention de danger H351 - susceptible de provoquer le cancer - depuis le 1^{er} janvier 2023 (fiches de données de sécurité 2022 transmises lors de l'inspection) : sous-couche primaire (utilisation de 7,18 tonnes en 2022), diluant réactif entrant dans la composition du produit de finition (peinture rouge) avec utilisation de 1,9 tonnes en 2022, vernis pelable (1,1 tonnes en 2022).

Il précise que le fournisseur de ces produits n'a pas réussi à trouver des alternatives à ces produits et que des essais avec des produits d'autres fournisseurs ont fait apparaître des durées de séchage trop importantes par rapport aux contraintes de production.

Il a présenté l'extrait du rapport APAVE n°23018789-1 du 03/04/2023 d'analyses des rejets des cabines application et finition uniquement concernées par l'utilisation des produits H351. Le 4-METHYLPENTAN-2-ONE a été recherché sur 1 essai de 30 minutes pour chacune des cabines, avec une concentration et un flux massique nuls mesurés.

Les conditions de fonctionnement des cabines lors des essais mentionnées dans ce rapport sont : "1 ligne de peinture en production" ; cette mention est trop vague pour justifier de l'utilisation des produits H351 en quantités représentatives lors des mesures.

Par ailleurs, les résultats des mesures en COV totaux effectuées sur 3 essais de 30 min le 31/01/2023 sur les rejets des 3 cabines de peinture montrent des rejets conformes à la valeur de 50 mg/m3 prise par défaut en référence aux dispositions de l'article 3.3.4. de l'arrêté préfectoral du 12/06/2014 (rapport ne précisant pas si les mesures ont été réalisées en phase d'application ou de séchage).

Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :

Il est demandé à l'exploitant de justifier de ses démarches de recherche de substituts aux produits de mention de danger H351 susvisés, auprès de son fournisseur actuel et des autres fournisseurs contactés.

Il est également nécessaire de transmettre par message électronique l'intégralité du rapport de mesures précité, et de justifier de la représentativité des mesures du 4-METHYLPENTAN-2-ONE réalisées les 30 et 31 janvier 2023 sur les deux cabines de peinture : utilisation des trois produits précités sur la durée de l'unique essai, en quantités représentatives d'une activité normale.

Enfin, il est renouvelé la demande de précision, dans les futures versions de ses Plans de Gestion de Solvants, de la présence de COV CMR ou visés en annexe III de l'arrêté du 2 février 1998, avec identification des substances concernées et état d'avancement des démarches de substitution.

Type de suites proposées : Avec suites

Proposition de suites : Demande de justificatif à l'exploitant

Proposition de délais : 30 jours

N°8 : Suite de constat de l'inspection 2022 - Ouvrages de rejet à l'atmosphère

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 30/06/1997, article 6.1.
Thème(s) : Risques chroniques, Rejets de la cabine de grenaillage forge
Prescription contrôlée : L'inspectrice a constaté lors de la visite que la cheminée de rejet de la cabine grenaillage forge était munie d'un chapeau chinois. Observations : L'exploitant devra préciser le calendrier des actions correctives pour mise en conformité à cette exigence réglementaire.
Constats : Les transmissions successives de l'exploitant du 13/07/22 puis 20/01/2023 indiquent une mise en conformité dans les meilleurs délais, sans plus de précisions sur la solution technique proposée. Une fiche technique et une photographie du système mis en place ont été présentés en complément lors de l'inspection. Le prochain contrôle des émissions atmosphériques de cette installation permettra de vérifier si la configuration de l'émissaire de rejets ne remet pas en cause la validité des mesures.
Type de suites proposées : Sans suite

N°9 : Réserve d'eau pour la lutte contre l'incendie

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 12/06/2014, article 7.5.3.
Thème(s) : Risques accidentels, Etat de la réserve en eau
Prescription contrôlée : Constats : Les suites de la remarque R5 de l'inspection de 2015 ont été abordées : "La réserve d'eau pour la lutte contre l'incendie est pleine de végétaux. La disponibilité de cette réserve pour un pompage par le SDIS est à vérifier". L'inspectrice a constaté que cette réserve était toujours pleine de végétaux. L'exploitant a précisé que des regards de pompage avaient été ajoutés depuis la dernière inspection, sur conseil du SDIS 44. Observations : En réponse au présent rapport, l'exploitant devra justifier des échanges avec le SDIS validant la possibilité de pompage dans ce bassin au moyen des regards mis en place. Il devra également, sur la base de la géométrie actuelle du bassin et l'accumulation de végétaux à l'intérieur, justifier du respect d'un volume disponible de 500 m ³ pour la réserve incendie. Dans le cadre du dossier de porter à connaissance à déposer, le volet défense incendie devra être ré-évalué.
Constats : La réponse complémentaire du 20/01/2023 aux constats de l'inspection du 10/06/2024 mentionne : "Point n°12 - Réserve d'eau : Proposition de mise en place de réserves incendie souples pour remplacer la réserve incendie actuelle. Point à valider avec le SDIS sur la quantité d'équipement ; ce point est directement lié avec la validation du nouveau bassin pluvial." Le porter à connaissance du 18/11/2022 mentionne un besoin en eau calculé suivant le guide D9 de 1440 m ³ sur 2 heures. Il a été constaté la mise en place à l'est du site d'une réserve souple d'eau d'extinction d'incendie, à l'entrée du site, avec aire de stationnement associée, l'exploitant ayant présenté le PV de réception par le SDIS de cette réserve dont le volume est de 880 m³. Les terrassements relatifs à la mise en place d'une seconde réserve de 660 m³ à l'ouest du site ont débuté.

Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :
<p>Il est demandé à l'exploitant de transmettre dès qu'il est disponible le PV de réception de la seconde réserve souple, et de justifier des échanges avec le SDIS pour l'étude des zones d'implantation de deux réserves disponibles à terme.</p> <p>Comme mentionné au constat n°1, il est également nécessaire de justifier, dans le cadre des compléments au porter à connaissance, des débits des poteaux d'incendie, y compris en fonctionnement simultané si cela s'avère pertinent selon la configuration du réseau.</p>
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Demande de justificatif à l'exploitant, Prescriptions complémentaires
Proposition de délais : 30 jours

N°10 : Suite de constat de l'inspection 2022 - Risque foudre

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 12/06/2014, article 7.2.7.
Thème(s) : Risques accidentels, Protection contre la foudre
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>Constats de l'inspection 2022 : L'inspectrice a abordé les suites de l'écart E1 de l'inspection de 2015 : "Une Analyse de risque foudre a été réalisée (Rapport DEKRA de février 2010). Une étude détaillée a été faite en septembre 2010.</p> <p>Les contrôles et vérifications associés (art. 19 et 21 de l'arrêté ministériel du 4 octobre 2010 relatif à la prévention des risques accidentels au sein des installations classées pour la protection de l'environnement soumises à autorisation) ne sont pas mis en œuvre sur le site :</p> <ul style="list-style-type: none"> • absence de notice de vérification et de maintenance, • absence de carnet de bord, • absence de vérification initiale complète par un organisme compétent, • absence de vérification tous les 2 ans par un organisme compétent, <p>Lors de la visite des installations, il a été constaté qu'une agression par la foudre a été enregistrée sur le bâtiment de préparation des peintures. L'exploitant n'avait pas relevé cet enregistrement et n'a pas procédé à la vérification prévue suite à un tel événement."</p> <p>L'inspectrice a pu consulter le carnet de bord.</p> <p>La dernière vérification complète a eu lieu le 13/12/2021. La précédente vérification complète a été faite en décembre 2019. Ces rapports font état de nombreuses non-conformités, notamment liées aux modifications successives du site. L'exploitant a engagé une nouvelle analyse du risque foudre et étude technique associée, avec une première intervention du prestataire le 9 juin 2022.</p> <p>Observations : L'exploitant devra transmettre l'analyse du risque foudre et étude technique associée, et le calendrier de mise en œuvre des actions de mise en conformité associées.</p>
<p>Constats :</p> <p>Dans sa réponse complémentaire du 20/01/2023 aux constats de l'inspection du 10/06/2023, l'exploitant identifie que le site n'est plus soumis aux dispositions de protection contre la foudre, n'ayant plus d'installations classées soumises au régime de l'autorisation (article 7.2.7. de l'arrêté préfectoral du 14/06/2014).</p> <p>Il a précisé envisager l'enlèvement des dispositifs.</p>

Il est rappelé à l'exploitant que le site s'est agrandi ; bien que les dispositions de la section III de l'arrêté du 4 octobre 2010 ne sont plus applicables, l'analyse menée sur les installations existantes dans le cadre de la procédure d'autorisation ayant abouti à l'arrêté préfectoral du 14/06/2014 reste valable, et il est dans son intérêt a minima de maintenir le niveau de protection actuel.

Ce point sera examiné dans le cadre du porter à connaissance en cours d'instruction, pour lequel des compléments sont attendus (voir constat n°1) ; conformément aux dispositions des articles L.181-14 et L.512-7-3 du code de l'environnement, il peut être proposé au préfet des prescriptions particulières complétant ou renforçant les prescriptions générales applicables aux installations.

Dans l'attente, il est demandé à l'exploitant de ne pas déposer les dispositifs existants sur le site.

Type de suites proposées : Avec suites

Proposition de suites : Prescriptions complémentaires

Proposition de délais : 30 jours

N°11 : Bilan annuel légionelles

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 14/12/2013, article 3.7. de l'annexe I

Thème(s) : Risques chroniques, Délai de prélèvement suivant date arrêt/redémarrage TAR

Prescription contrôlée :

Constats effectués lors de l'inspection du 10/06/2022 : "Le bilan légionelles de 2021 mentionne un arrêt de l'installation du 24/07/2021 au 22/08/2021. Or aucune analyse de légionelles n'a été effectuée dans les 48h à 1 semaine suivant le redémarrage de l'installation. L'exploitant indiqué qu'il avait eu un problème de disponibilité du laboratoire.

Pour 2019, un arrêt de l'installation a eu lieu entre le 26/07/2019 et le 18/08/2019. Une analyse de légionelles a bien été effectuée suite à un prélèvement le 26/08/2019.

Pour 2020, un arrêt estival est intervenu jusqu'au 23/08/2020, et une analyse de prélèvement réalisé le 24/08/2020 a été effectuée.

Sur la base des échanges avec l'exploitant concernant ces trois bilans annuels, il apparaît qu'ils font état d'arrêts jusqu'au 31/12 chaque année, alors que ces arrêts se prolongent l'année suivante, sans que le bilan suivant ne fasse état de la date effective de fin d'arrêt.

Observations : Il convient de respecter le délai de prélèvement pour analyse suivant le redémarrage de la TAR du site.

Par ailleurs, les prochains bilans annuels devront mentionner les dates de fin d'arrêt hivernal aux fins de vérification du respect de ce délai d'analyse."

Constats :

Le bilan annuel légionelles 2022 transmis mentionne pour la période post inspection du 10/06/2022 :

"arrêt du 16/08/2022 au 01/09/2022 - Remise en service le 02/09/2022 arrêt du 12/12/2022 au 31/12/2022"

Concernant le 1^{er} arrêt un prélèvement a été effectué le 06/09/22 mais d'après GIDAF la remise en service a été effectuée le 05/09/22 et non le 02/09/22 ce qui signifierait que le prélèvement a été effectué trop tôt après le redémarrage (délai de moins de 48 heures).

Concernant le redémarrage début 2023, il est intervenu le 9 janvier avec un prélèvement pour analyse le 12 janvier ; ce délai est conforme.

L'arrêt de 2023 est intervenu aux congés d'été avec un redémarrage le 23/08/2023 et une analyse le 30/08/2023.

A noter qu'un contrôle inopiné a été diligenté pour 2023 par l'inspection des installations classées, avec un prélèvement réalisé le 19/07/2023 et un résultat conforme.

Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :

L'exploitant doit justifier de la date de redémarrage de la tour aéro-réfrigérante (TAR) en septembre 2022, et des dates d'arrêt, redémarrage et analyse pour l'été 2023.

Les bilans légionelles identifient des désinfections choc préalablement aux redémarrages de la TAR ; il est rappelé que si celles-ci sont effectuées au moyen d'un biocide et non d'un biodispersant ou biodétergent, ceci n'est pas conforme aux bonnes pratiques (guide "Traitements pour la gestion du risque de prolifération des légionelles dans les installations de refroidissement -2006") prévoyant un traitement choc uniquement en curatif suite à dépassement de la concentration de légionelles de 100 000 UFC/L, et non en traitement préventif.

Type de suites proposées : Avec suites

Proposition de suites : Demande de justificatif à l'exploitant

Proposition de délais : 30 jours

N°12 : Incident du 12/04/2023

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 14/06/2014, article 2.3.1.

Thème(s) : Risques accidentels, Incident du 12/04/2023

Prescription contrôlée :

Article 2.3.1. Déclaration et rapport

L'exploitant est tenu de déclarer dans les meilleurs délais à l'inspection des installations classées les accidents ou incidents survenus du fait du fonctionnement de son installation qui sont de nature à porter atteinte aux intérêts mentionnés à l'article L511-1 du code de l'environnement. Un rapport d'accident ou, sur demande de l'inspection des installations classées, un rapport d'incident est transmis par l'exploitant à l'inspection des installations classées. Il précise notamment les circonstances et les causes de l'accident ou de l'incident, les effets sur les personnes et l'environnement, les mesures prises ou envisagées pour éviter un accident ou un incident similaire et pour en pallier les effets à moyen ou long terme. Ce rapport est transmis sous 15 jours à l'inspection des installations classées.

Constats :

Par lettre et courrier électronique du 28/04/2023, reçus début mai 2023, l'exploitant a informé d'un déversement accidentel d'huile d'usinage diluée dans le réseau d'eaux pluviales, intervenue le 12/04/2023, et contenue dans un bassin du site.

Des précisions ont été demandées sur la cause de cet incident, initialement identifiée comme le colmatage du réseau d'huile de machines d'usinage, ayant entraîné le débordement de la rétention et la collecte d'huile par le réseau d'eaux pluviales. Sur ce point, l'exploitant a indiqué avoir fait réaliser un contrôle par caméra dans le réseau concerné, n'ayant pas identifié de bouchon. En revanche, il a été identifié un défaut d'étanchéité de la fosse de rétention d'une des machines, celle-ci ayant été refaite.

Le réseau de rétention sous les trois machines H3008, H3009 et H3012 est constitué des trois fosses de rétention placées sous chaque machine, reliée à une fosse commune de récupération munie d'un détecteur de niveau avec alarmes associées.

Pour mémoire, il est rappelé les dispositions applicables de l'arrêté préfectoral de 2014 :

"Article 4.2.3. Entretien surveillance

Les réseaux de collecte des effluents sont conçus et aménagés de manière à être curables, étanches et résister dans le temps aux actions physiques et chimiques des effluents ou produits susceptibles d'y transiter. L'exploitant s'assure par des contrôles appropriés et préventifs de leur bon état et de leur étanchéité. Les différentes canalisations accessibles sont repérées conformément aux règles en vigueur.

Article 4.2.4. Protection des réseaux internes à l'établissement
Les effluents aqueux rejetés par les installations ne sont pas susceptibles de dégrader les réseaux d'égouts ou de dégager des produits toxiques ou inflammables dans ces égouts, éventuellement par mélange avec d'autres effluents".

Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :

Il est demandé à l'exploitant de justifier :

- la configuration du réseau d'huile concerné par la transmission d'un plan de ce réseau intégrant les fosses, les canalisations et la fosse de récupération, et le descriptif du système de détection de fuite associé à ce réseau ;
- du contrôle par caméra du réseau d'huile concerné, réalisé suite à l'incident ;
- u dernier contrôle d'étanchéité des quatre fosses de rétention des machines d'usinage H3008, H3009 et H3012 ;
- des travaux d'étanchéification de la fosse, réalisé suite à l'incident.

Type de suites proposées : Avec suites

Proposition de suites : Demande de justificatif à l'exploitant

Proposition de délais : 30 jours

N°13 : Consommation d'eau - Dispositions applicables en période de sécheresse

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 12/06/2014, article 2.1.1.

Thème(s) : Risques chroniques, Sensibilisation aux dispositions applicables en période de sécheresse

Prescription contrôlée :

CHAPITRE 2.1. Exploitation des installations

Article 2.1.1. Objectifs généraux L'exploitant prend toutes les dispositions nécessaires dans la conception l'aménagement, l'entretien et l'exploitation des installations pour :

- Limiter la consommation d'eau, [...]

Constats :

D'après les chiffres 2023 et la réponse au questionnaire DREAL mis en place en 2023, l'établissement n'est pas soumis aux dispositions de l'arrêté ministériel du 30 juin 2023 relatif aux mesures de restriction, en période de sécheresse, portant sur le prélèvement d'eau et la consommation d'eau des installations classées pour la protection de l'environnement (volume inférieur à 10 000 m³).

En l'absence de dispositions spécifiques applicables en cas de sécheresse dans l'arrêté préfectoral d'autorisation du site du 14/06/2014, c'est donc l'arrêté cadre sécheresse départemental qui s'applique, pour le prélèvement sur le réseau d'eau potable : arrêté cadre portant sur les limitations et interdictions de prélèvement dans les cours d'eau et les nappes de la Loire-Atlantique du 8 juin 2023.

Actuellement, il n'y a pas de restrictions en cours.

Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :

L'exploitant peut s'appuyer sur les deux sites suivants pour s'informer et connaître les mesures de limitation ou interdiction des usages de l'eau applicables :

<https://www.loire-atlantique.gouv.fr/Actions-de-l-Etat/Environnement/Secheresse>

<https://ssm-ecologie.shinyapps.io/restreau/>

Type de suites proposées : Sans suite